

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CGLUA/AMG : des échanges édifiants

ENA
Libreville/Gabon

LES prochaines assises de l'Association des maires du Gabon (AMG) pourraient emprunter une autre orientation, au regard des échanges nourris que ses membres viennent d'avoir avec l'exécutif des Cités et Gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA). À ses interlocuteurs, le secrétaire général de cette organisation panafricaine, Jean-Pierre Elong Mbassi, a décliné à leur intention un certain nombre de facteurs en vue de la dynamisation de leurs activités, notamment en ce qui concerne les membres du Réseau des femmes élues locales d'Afrique (Refela). Et le Gabon qui en compte un grand nombre doit donner de

la voix afin d'influencer favorablement les politiques envisagées en vue d'apporter des solutions à la société.

Les maires de Libreville, Owendo, Akanda, Ndendé, Ntoun, Fougamou, etc. présentes ont apprécié les éclairages structurels apportés par le CGLUA qui a voulu par cette occasion susciter une dynamique qui soit reconnue aux territoires locaux. Ceux-ci doivent aussi faire la part belle à la jeunesse dont un plaidoyer est en train d'être adressé aux pouvoirs publics pour sa prise en compte. Mais, a dit la maire de Libreville Christine Mba Ntutume-Mihindou, "l'approche genre est en œuvre au Gabon où les plus hautes autorités ont initié une politique qui réponde à cette approche d'implication des femmes dans les sphères de décision".



Photo: Antoine ESSONNE NDONG

Les membres de l'Association des maires du Gabon (AMG) avec ceux des CGLUA.

Le secrétaire général des CGLUA, tout en reconnaissant les efforts gouvernementaux gabonais pour hisser la femme à un niveau considérable, ne s'est pas départi de la volonté de l'organisation de voir les territoires locaux intensifier leurs actions sur plusieurs plans dont celui de

l'autonomie à laquelle ils peuvent parvenir à travers les engagements internationaux noués par CGLUA avec certaines structures de financement comme la Banque africaine de développement (BAD) ou les instruments de l'UE (Union européenne). Comme ils peuvent aussi bé-

néficier des outils propres des CGLUA tels que l'Agence territoriale africaine (ATA) afin d'accéder aux financements. Un schéma de mobilisation de ressources susceptible de faire des communes des forces de proposition de l'État et, in fine, assurer une bonne gouvernance locale.

La deuxième session ordinaire du CESE a connu son épilogue

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

FIN hier des travaux de la deuxième session ordinaire du Conseil économique, social, et environnemental (CESE). C'est le 2e vice-président de cette institution, Nicaise Moulombi, qui en a dirigé la cérémonie de clôture. En présence d'un parterre de conseillers.

On soulignera qu'au cours de ces travaux qui se sont déroulés du 7 au 30 septembre, les conseillers économiques, sociaux et environnementaux ont axé leurs débats et analyses sur les questions liées aux opportunités qu'offre la fusion des différents marchés régionaux du continent africain, dans une approche diversifiée. Ceci, en s'appuyant sur le thème central de la session. À savoir : "La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), quelles opportunités pour le Gabon". Dans le cadre des travaux de cette session, les conseillers ont pro-



Photo: BOTOUNOU

Une vue des membres du bureau lors de la cérémonie de clôture.

cedé aux auditions de plusieurs personnalités. Entre autres, des membres du gouvernement (Intérieur, Commerce, Économie), d'un représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'administrateur de la Zone économique spéciale de Nkok, ainsi que d'un expert indépendant de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi).

Pour le 2e vice-président du CESE, ces échanges entre les conseillers économiques, sociaux et environnementaux et leurs hôtes ont été l'occasion de

montrer l'intérêt du CESE quant à la nécessité d'accompagner le gouvernement à "intégrer notre pays dans la Zlecaf pour le développement et l'union des peuples africains". Et Nicaise Moulombi de préciser que "l'importance et la complexité de cette thématique n'ont pas permis à l'assemblée d'épuiser l'examen de celle-ci". À noter l'absence remarquable des membres du gouvernement à la cérémonie d'hier. Contrairement à l'ouverture de la session où la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, et certains membres de son équipe étaient présents.

Drôle d'ambiance...

CNB
Libreville/Gabon

C'EST conformément à la Constitution que la 2e session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) a pris fin hier. Mais, la cérémonie de clôture s'est déroulée dans une atmosphère un peu curieuse. Cela du fait de l'absence remarquable de certaines personnalités, dont le président de l'institution, René Ndemzo'Obiang, le 1er vice-président et bien d'autres officiels tels que les membres du gouvernement, les présidents des autres institutions de la République et le corps diplomatique. Non sans relever l'absence de plusieurs conseillers écono-

miques sociaux et environnementaux. Ces derniers exigent un audit sur la gestion de l'actuel bureau et le paiement de la prime de session. Selon certaines indiscretions, les membres du CESE n'auraient pas perçu la totalité de leurs primes avant la fin des travaux. Ce qui justifierait l'ambiance plutôt morose observée lors de la cérémonie de clôture d'hier.

Cette situation justifie-t-elle l'absence de nombre de personnalités souvent présentes en pareille occasion ? C'est la question que d'aucuns se sont posés au terme de la cérémonie. Sans doute qu'au cours des prochains jours, les uns et les autres pourraient être édifiés sur ce climat de suspicion perceptible hier au CESE.



Photo: F. M. MOMBO / L'Union

Une vue des conseillers du CESE lors d'une précédente cérémonie.